CHSCT services et ports
29 mars 2022
Coronavirus – Poursuite de l'état d'urgence sanitaire
Modalités de gestion de la crise sanitaire

Ce présent rapport pour information a pour objectif de détailler l'évolution des modalités de gestion de la crise sanitaire pour les services et les ports suite à l'amélioration de la situation sanitaire et à la parution ou l'actualisation de plusieurs textes:

- Loi n°2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique
- Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire
- Décret n°2022-51 du 22 janvier 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire
- la FAQ de la DGCL mise à jour au 28 janvier 2022.

A - Phasage de la reprise

L'amélioration se poursuit au niveau de la situation épidémique. Aussi, à compter du mercredi 30 mars 2022, **reprise des modalités de télétravail de droit commun.**

Pour les retours sur le lieu de travail, les règles liées au port du masque évoluent à compter du mercredi 30 mars 2022.

Le port du masque est recommandé, mais plus obligatoire, jusque fin avril 2022.

Si besoin, il reviendra au n+1 de récupérer auprès de son directeur les dotations mensuelles de masques qui ont été distribués par la DMI afin de doter les agents qui reviennent sur leur lieu de travail et souhaitent porter le masque.

Les agents devront se nettoyer les mains avant chaque prise de poste s'ils sont affectés sur un poste partagé. Ils pourront le faire à l'aide du savon dans les sanitaires ou de leur dotation individuelle en gel HA ou à l'aide des lingettes mises à disposition de leur Direction.

Une attention particulière devra être portée sur la règle de distanciation d'un mètre dans les espaces de travail (le port du masque est recommandé). A cette fin, il revient à chaque direction d'organiser l'occupation des bureaux partagés. Il peut être retenu à titre indicatif un paramétrage de 4m² par personne afin de garantir une distance d'au moins d'1 m autour de chaque personne.

Concernant les couloirs, lorsque les agents se déplacent, ils doivent respecter les règles de distanciation (le port du masque est recommandé).

A – Les dispositions relatives aux ASA

Dans l'attente de la publication des textes réglementaires, la collectivité a pris l'initiative de maintenir les dispositions relatives aux agents vulnérables actuellement en télétravail intégral (si les missions le permettent) ou, à défaut, placés en Autorisation spéciale d'absence (ASA) **jusqu'au 3 avril 2022 inclus**.

Pour les agents dits vulnérables à la Covid-19, le cadre en vigueur est celui de la circulaire de la DGCL du 9 septembre 2021, qui s'applique depuis le 27 septembre 2021. Cette circulaire s'appuie sur deux protocoles : celui pour les agents sévèrement immunodéprimés et celui pour les agents non-sévèrement immunodéprimés.

Les agents « fragiles » au titre de la santé peuvent, s'ils le souhaitent, revenir sur site, de façon alternée au télétravail sur présentation d'un certificat médical de leur médecin traitant l'y autorisant (à transmettre au service Santé), ainsi qu'une déclaration écrite à son n+1 attestant de sa volonté de reprendre son service. Dans ce cas, elles bénéficieront de conditions d'emploi aménagées :

a) L'isolement du poste de travail (bureau individuel ou permettant le respect de la distanciation physique) ou, à défaut, son aménagement, pour limiter au maximum le risque d'exposition (horaires, **jours de présence**, mise en place de protections) ;

b) Le respect strict, sur le lieu de travail, des gestes barrières applicables (l'hygiène des mains renforcée, le respect de la distanciation physique et le port systématique d'un masque à usage médical lorsque la distanciation physique ne peut être respectée ou en milieu clos, avec changement de ce masque au moins toutes les quatre heures et avant ce délai s'il est mouillé ou humide) ;

c) L'application des mesures de protection susmentionnées à tout lieu fréquenté par la personne à risque à l'occasion de son activité professionnelle ;

d) L'absence ou à défaut la réduction au maximum du partage du poste de travail ;

e) Le nettoyage et la désinfection du poste de travail et des surfaces touchées par la personne au moins en début et en fin de poste, en particulier lorsque ce poste est partagé ;

f) Une adaptation des horaires d'arrivée et de départ afin de garantir le respect de la distanciation physique, lorsque les horaires de travail habituels de l'agent ne permettent pas, compte tenu des moyens de transport qu'il utilise, le respect de cette distanciation au cours du trajet entre le domicile et le lieu de travail.

A compter du lundi 4 avril 2022, les agents antérieurement placés en ASA reprendront leur poste de travail sur site. Ils seront accompagnés par leur manager dans le cadre d'un entretien de reprise. (cf proposition en annexe)

L'état d'urgence est repoussé au 31 juillet 2022.

B – Le Passe Vaccinal

La loi a transformé le passe sanitaire en **passé vaccinal** depuis le 24/01/2022.

Depuis août 2021 inclus, l'accès à certains lieux, établissements, services ou événements où sont exercées certaines activités était subordonné à la présentation d'un Passe sanitaire.

Depuis le 24 janvier 2022, le passe sanitaire est remplacé par la présentation du **passe vaccinal**. Le passe vaccinal consiste en la présentation, numérique (via l'application TousAntiCovid) ou papier, d'une preuve sanitaire parmi l'un des 2 documents suivants :

- un schéma vaccinal complet incluant la dose de rappel
- un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination datant d'au moins 11 jours et de moins de 6 mois.

A défaut de présentation de l'un de ces documents, l'accès à l'établissement, au lieu, au service ou à l'évènement est refusé, sauf pour les personnes justifiant d'une contre-indication médicale à la vaccination remise par un médecin.

Depuis le 24 janvier 2022, ces dispositions sont applicables aux agents publics, bénévoles et aux autres personnes qui interviennent dans les lieux, établissements, services ou évènements concernés, lorsque tout ou partie de leurs fonctions se déroule dans les espaces et aux heures où ils sont accessibles au public, à l'exception des activités de livraison et sauf intervention d'urgence.

Les agents régionaux sont les mêmes que ceux concernés antérieurement par le passe sanitaire (agents présents lors de la tenue de manifestations publiques ponctuelles aux sièges de Région à Lille et Amiens ainsi que lors d'interventions aux heures et lieux de manifestations publiques).

Depuis le 14 mars 2022, le Passe vaccinal est suspendu dans tous les endroits où il était exigé.

C – La vaccination

En application de l'article 12 I de la loi n° 2021-10420 du 5 août 2021 susvisée, **doivent notamment être vaccinés**, sauf contre-indication médicale reconnue, contre la covid-19 :

les personnes exerçant leur activité dans les services de prévention et de santé au travail et les services de prévention et de santé au travail interentreprises.

Sont notamment concernés par la vaccination obligatoire : le service Santé : les médecins de prévention, les infirmiers santé travail, les psychologues ainsi que les activités accessoires, notamment administratives, qui en sont indissociables.

L'obligation vaccinale qui s'impose à ces professionnels comporte la dose de rappel depuis le 30 janvier 2022.

D - Dispositions complémentaires

- Concernant les mesures de prévention pour les agents sur leur lieu de travail :
 - L'Institution rappellera aux agents qu'il est recommandé de respecter les consignes sanitaires et les gestes barrières ainsi que le port du masque jusque fin avril 2022.
 - Les préventeurs, les assistants de prévention le service santé, l'ACFI, les membres du CHSCT, les directeurs, les managers et l'ensemble des agents veillent à respecter et faire respecter les mesures et gestes barrières.
 - Les conseillers de prévention, les assistants de prévention, la responsable du département AQVT et l'infirmière sont référents pour le risque COVID.

En effet le risque biologique, au même titre que les autres risques professionnels, rentre déjà dans leur champ de compétence.

- Les réunions en présentiel sont de nouveau autorisées avec recommandation de respect des règles sanitaires (gestes barrières, aération).
- La jauge définie pour les ascenseurs (2 maximum simultanément au Siège de Région à Lille) est supprimée mais le port du masque y est recommandé. Dans les cafétérias et autres espaces, elles sont maintenues jusqu'au CHSCT.
- Les moments de convivialité réunissant les agents en présentiel dans le cadre professionnel peuvent être organisés avec recommandation de respect des règles sanitaires et des gestes barrières. L'organisation La limitation des interactions nécessite aussi de privilégier l'**organisation des réunions en visioconférence** devra être privilégiée en extérieur et avec proposition de portions individualisées.
- Concernant les sanitaires, le maintien des portes fermées demeure afin de garantir un bon renouvellement d'air dans les cabinets de toilettes et donc éviter toute propagation du virus. Pour mémoire, les poignées de porte constituent un point de contact nettoyé de manière renforcée. Par ailleurs il est recommandé aux agents de sortir du bloc sanitaire en manipulant la poignée de porte principale avec l'essuie main papier jetable et de le jeter. Un affichage de cette recommandation a été réalisé dans chaque sanitaire. Il est préconisé que l'essuie main papier soit jeté dans la poubelle la plus proche. Conformément au principe posé lors des précédents CHSCT, ces déchets font l'objet d'un double ensachage.
- Concernant les sas ascenseurs au niveau des parkings du Siège de Région et du Vérose, un affichage a été posé afin d'inciter les agents à se laver les mains avec de l'eau et du savon dès leur arrivée à leur étage ou à utiliser leur lotion hydro alcoolique. Des distributeurs de gel HA ont été disposés dans l'ensemble des bâtiments de la collectivité. Au siège de Région, des distributeurs sont positionnés à chaque entrée du bâtiment et à toutes les sorties d'ascenseur.

Les déplacements sont autorisés et la DMI met à disposition de chaque utilisateur de véhicule de service des lingettes lui permettant de désinfecter les points de contact, avant utilisation.

Pour mémoire, le covoiturage de plusieurs agents est limité autant que possible. Lorsque ce mode de transport est nécessaire, les mesures suivantes sont à décliner : port du masque, respect de l'hygiène des mains et aération régulière de quelques minutes du véhicule.

- Les formations peuvent à nouveau être organisées en présentiel avec recommandation de respect des règles de distanciation (1m de distance entre les stagiaires et des gestes barrières). Il appartient à chaque agent de se renseigner sur les éventuelles mesures plus restrictives décidées localement, avant de partir en formation. Les préfets disposent en effet de l'autorité suffisante pour adapter les mesures aux situations locales (disposition valable pour les modalités de transport, d'hébergement et des conditions de suivi de la formation).

E - L'information et l'accompagnement aux agents

1. Suivi et tracing des agents suspectés covid19

L'état de situation au 1^{er} mars 2022 est celui-ci:

Au 01/03/2022	
Ports	
Nombre de COVID19 avéré (test positif)	
2022/1	
2022/2	
Nombre de cas Contact	
2022/1	1
2022/2	1
Nombre de COVID19 avéré (test positif) Ports	
Nombre de cas Contact Ports	
	2
Siège	
Nombre de COVID19 avéré (test positif)	
2022/1	221
2022/2	74
Nombre de cas Contact	
2022/1	80
2022/2	5
Nombre de COVID19 avéré (test positif) Siège	
Nombre de cas Contact Siège	
	85
Total Nombre de COVID19 avéré (test positif) (y compris EPLE)	
	747
Total Nombre de cas Contact (y compris EPLE)	
	174

Par année	2020	2021	2022	Total général
Ports				
Nombre de cas Contact	6	5	2	13
Nombre de COVID19 avéré (test positif)	8	6		14
Siège				
Nombre de cas Contact	109	166	85	360
Nombre de COVID19 avéré (test positif)	91	139	295	525
Total Nombre de cas Contact (y compris EPLE)	237	574	174	985
Total Nombre de COVID19 avéré (test positif) (Y compris EPLE)	269	461	747	1477

Ces agents sont suivis par le service santé dès la prévenance d'une suspicion ou d'un contact avec une personne suspectée d'être porteuse de la COVID-19. Le signalement d'une situation se fait via la plateforme RH par l'agent ou son manager.

Ces agents sont suivis par le service santé dès la prévenance d'une suspicion ou d'un contact avec une personne suspectée d'être porteuse de la COVID-19. Le signalement d'une situation se fait via la plateforme RH par l'agent ou son manager via : covid19@hautsdefrance.fr .

Un suivi régulier des agents est réalisé par le service Santé et est toujours en cours de réalisation pour les agents diagnostiqués covid 19.

Chaque fois qu'il y a signalement ou suspicion, le service santé prend contact avec l'agent et réalise un état des lieux en attente du dépistage covid 19. Il transmet les recommandations et oriente l'agent dans la conduite à tenir. Le service santé identifie par ailleurs les agents régionaux contacts à risque, dans la perspective de les prévenir en cas de test positif.

Si le test est positif, il y a mise en place des procédures, pour le suivi, en accord avec les protocoles mis à jour depuis le 28 février 2022 et dans le respect de leur application. Ces éléments sont repris dans le **guide « COVID19 – Parlons-en »**, ces éléments ont été recommuniqués sur intranet :

https://leo.hautsdefrance.fr/jcms/p_451292/covid-19-parlons-en-fevrier-2022

https://leo.hautsdefrance.fr/jcms/p_576555/covid-19-que-faire-si-vous-etes-cas-contact-cas-positif-ou-si-vous-avez-des-symptomes

https://leo.hautsdefrance.fr/jcms/p_504239/covid-19-nouveaux-protocoles-pour-les-agents-parents-mis-a-jour-le-28-fevrier-2022

Depuis le **28 février 2022**, les **protocoles cas contacts** sont :

Vous n'avez pas à vous isoler, si vous avez :

- un **schéma vaccinal complet** ;
- ou si vous avez contracté le Covid-19 il y a moins de 4 mois ;
- et que vous n'êtes pas immunodéprimé.

Vous devez **réaliser un test de dépistage** (RT-PCR ou test antigénique ou autotest) **2 jours après avoir été prévenu par l'Assurance Maladie ou par la personne positive.**

Si **votre test est positif** :

- dans le cas d'un **autotest positif** : confirmez le résultat immédiatement par un test antigénique ou un test PCR et isolez-vous dans l'attente du résultat ;
- dans le cas d'un **test antigénique ou un test PCR positif** : isolez-vous immédiatement.

Si **votre test est négatif** vous devez :

- surveiller votre température et l'éventuelle apparition de symptômes et réaliser un test de dépistage antigénique ou RT-PCR immédiatement en cas de symptômes ;
- **appliquer de manière stricte les mesures barrières**, et notamment le port du masque en extérieur et en intérieur (particulièrement dans les lieux avec du public), limiter vos contacts, éviter tout contact avec des personnes à risque de forme grave de Covid-19, et télétravailler dans la mesure du possible ;

Si vous n'êtes pas vacciné ou que vous avez un schéma vaccinal incomplet (au sens du [passe vaccinal](#)), ou que vous n'avez pas contracté le Covid-19 dans les 4 derniers mois, vous devez :

- **vous isoler immédiatement et jusqu'à 7 jours après le dernier contact avec le cas positif ;**

- **réaliser un test de dépistage** (RT-PCR ou test antigénique (TAG)) 7 jours après le dernier contact avec le cas;
 - en cas de test positif, maintenez votre isolement, ;
 - en cas de test négatif et en l'absence de fièvre, l'isolement peut être levé ;
- surveiller votre température et l'éventuelle apparition de symptômes, et réaliser un test de dépistage antigénique ou RT-PCR immédiat en cas de symptômes ;
- aérer régulièrement les pièces et porter un masque au domicile pour les personnes cas contact à risque élevé qui partage le même domicile que la personne positive au Covid-19.

2. Accompagnement des agents en difficulté

Cette période de crise sanitaire étant particulière à vivre pour chacun, la DRH invite les agents éprouvant des difficultés à trouver un appui auprès de :

- **La plateforme d'écoute Pro-Consulte** avec la mise en place d'une information en continue sur l'intranet – Le 0805 230 447
- **Les écoutants internes** : les psychologues du travail et les assistantes sociales de la Région se tiennent à votre écoute. Leurs coordonnées sont accessibles sur l'intranet Rubrique « Vie au travail / Qualité de vie au Travail/Les métiers de l'accompagnement ».

3. Plateforme DRH COVID19

Pour toute question, la Direction des ressources humaines est disponible :

- ~ Plateforme téléphonique : 03 74 27 00 90
- ~ Mail à l'adresse mail suivante : covid19@hautsdefrance.fr.

4. Mesures de protection, mesures de prévention

Face à la nouvelle période d'accélération de l'épidémie, nous devons mobiliser tous les outils à notre disposition. Casser les chaînes de transmission de la COVID-19 est plus que jamais indispensable.

Chacun est invité à redoubler de vigilance dans la mise en œuvre des mesures de lutte individuelles et collectives contre la propagation du virus.

Dans ce contexte, afin d'encourager les agents publics à se faire **vacciner** et à faire vacciner leurs enfants, les dispositions prévues par le gouvernement (**Autorisations spéciales d'absence** (ASA) issues de la circulaire du lundi 5 juillet 2021) **sont maintenues**.

Dans ce contexte, **l'application TousAntiCovid**, lancée par le Gouvernement le 22 octobre 2020, vise à faciliter l'information des personnes qui ont été en contact avec une personne testée positive à la COVID-19 et à accélérer leur prise en charge, en addition de l'action des médecins et de l'Assurance Maladie.

En cela, **TousAntiCovid** complète l'arsenal des mesures barrières déjà existantes face à la COVID-19. Son usage s'avère particulièrement utile dans des lieux où la concentration de personnes rend le respect de la distanciation sociale difficile à mettre en œuvre.

TousAntiCovid est une mise à jour de **l'application StopCovid**, enrichie par l'accès à des informations factuelles et sanitaires sur l'épidémie. Elle permet à l'utilisateur d'être alerté ou d'alerter les autres en cas d'exposition à la Covid-19. L'utilisateur peut ainsi agir directement pour sa santé et celle des autres en contribuant à rompre les chaînes de transmission et ralentir la propagation du virus.

Concrètement, **TousAntiCovid** permet à l'utilisateur testé positif COVID-19 de prévenir immédiatement les personnes qu'il aurait pu contaminer durant sa période de contagiosité.